

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RAMERY ENVIRONNEMENT

Parc d'entreprises La Motte du Bois
62440 Harnes

Références : RAMERY_Haubourdin_RAPVI_0007005139_20240829
Code AIOT : 0007005139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement RAMERY ENVIRONNEMENT implanté RUE DES LOSTES 59320 HAUBOURDIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection n'a pas été programmée et s'est déroulée de façon inopinée. Elle a pour objectif le recollement de l'arrêté de mise en demeure du 19 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAMERY ENVIRONNEMENT
- RUE DES LOSTES 59320 HAUBOURDIN
- Code AIOT : 0007005139

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme exploitée à Haubourdin par la société Ramery Environnement est spécialisée dans le regroupement, tri et transit de déchets provenant principalement de l'activité du bâtiment et travaux publics (BTP) et de collectivités.

Une activité de broyage de bois est également réalisée sur site.

Les activités du site ont été autorisées sous le bénéfice des droits acquis. Elles relèvent du régime de l'autorisation sous la rubrique 2791 pour le broyage du bois, de l'enregistrement sous la rubrique 2714 et de la déclaration sous les rubriques 2711, 2713, 2716, 2718 et 2794.

Ces activités sont encadrées par arrêté préfectoral complémentaire du 10/01/2013 modifié par arrêtés des 19/03/2021 et 11/12/2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 19/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société RAMERY s'est conformée à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/02/2024 en mettant en place des asperseurs et brumisateurs d'eau sur son site de Haubourdin. Une procédure pour la prévention des émissions de poussières est également mise en application.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/02/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Ramery dont le siège social se situe sis Parc d'entreprises La Motte du Bois à Harnes (62440) Environnement est mise en demeure de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté du 10 janvier 2013 susvisé en mettant en place des dispositifs techniques d'abattement des poussières et une procédure interne visant à limiter les envols de poussières.</p> <p>Article 3.1.4 de l'arrêté du 10 janvier 2013: Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, • les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des

- véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Constats :

Afin de répondre aux prescriptions de l'article 3.1.4. de l'arrêté préfectoral du 10/01/2013, un réseau d'asperseurs a été installé sur l'ensemble des voiries du site. Les asperseurs étaient en fonctionnement le jour de cette inspection inopinée. L'enclenchement automatique des asperseurs est asservi à un capteur hygrométrique. Un enclenchement manuel peut également être réalisé.

En complément, la société a fait l'acquisition de deux brumisateurs oscillants et de longue portée. Un brumisateur fixe était en fonctionnement sur la zone des déchets inertes au jour de l'inspection.

L'installation du second brumisateur, de type mobile, est prévue sur la zone de stockage et broyage de bois. Celui ci est présent sur site mais non raccordé au jour de l'inspection (problème de raccord au réseau d'eau). Son installation est néanmoins prévue dès la fin de la période de congés estivaux. Néanmoins, aucune campagne de broyage de bois n'était réalisée au jour de l'inspection et le stock de déchets de bois était limité.

L'exploitant a rédigé une procédure interne pour limiter les envols de poussières. Son contenu était connu de l'agent de bascule.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure